

Dix associations du Finistère ont pris le parti de la solidarité auprès des candidats députés

« Prenons le parti de la solidarité », tel est le slogan du collectif national, composé de OXFAM France, Peuples Solidaires, la Secours Catholique et le CCFD-Terre Solidaire, qui a été porté auprès des candidats aux élections présidentielles et législatives 2017, pour relever le défi des causes structurelles de la faim et des injustices dans le monde. En Finistère, c'est le « Collectif 29 pour la Souveraineté Alimentaire dans les pays du Sud et en Europe », composé de 10 associations, qui a décliné auprès du public et des candidats des priorités urgentes, liées entre elles, dans ces domaines : des associations de solidarité internationales, des associations paysannes du développement rural ou de l'agriculture bio, des associations de commercialisation. A l'opposé de son objectif, qui est de faire de la souveraineté alimentaire le socle des politiques agricoles et alimentaires dans tous les pays du monde, le collectif constate que c'est l'agriculture industrielle qui est majoritairement promue par les décideurs économiques et politiques. Cette agriculture industrielle est fondée essentiellement sur des critères de compétitivité et de rentabilité financière. Loin de résoudre le problème de la faim dans les pays du Sud, elle est trop souvent à l'origine de violences, d'accaparement des terres, de violation des droits humains, d'appauvrissement, de déplacement des populations. En France et en Europe, une grande majorité de paysans traverse une crise financière et humaine grave, dans un contexte économique de pauvreté et de précarité sans précédent. Il faut donc changer la donne.

Le « Collectif 29 pour la Souveraineté Alimentaire dans les pays du Sud et en Europe » s'est donc mis, pendant plus de deux mois, en campagne de plaidoyer auprès des candidates et des candidats aux élections législatives pour obtenir leur engagement sur 13 propositions concernant la promotion de l'agroécologie, la défense du climat et la justice fiscale. Dans un premier temps, ce collectif a organisé deux

réunions publiques à Quimper et à Lesneven, pour argumenter sur la démarche et le contenu de ses demandes auprès des citoyens. Et dans un deuxième temps, il a participé à des rencontres et entretiens avec les candidats des huit circonscriptions du Finistère. En posant les questions suivantes : « Qu'est-ce qu'on attend pour développer l'agroécologie paysanne, ici comme dans les pays du Sud, une agriculture citoyenne, à la fois traditionnelle et savante ? Sans pesticides et sans antibiotiques, l'agroécologie fera de grosses économies à notre système de santé et réduira les dépenses liées à l'environnement, sans nuire par dumping commercial aux paysans du Sud ? Qu'est-ce qu'on attend pour prendre des dispositions pour accélérer la lutte contre le réchauffement climatique, en rendant l'agriculture, cause d'un cinquième des Gaz à effet de serre, plus vertueuse ? Qu'est-ce qu'on attend pour lutter contre l'évasion fiscale et travailler à un partage plus juste des richesses, en redistribuant des moyens financiers jusque-là confisqués, pour le bénéfice des producteurs et des consommateurs, notamment des plus pauvres. ? A partir d'un texte de référence, expédié et discuté, et d'une liste de treize demandes précises sur ces sujets, des membres du collectif ont rencontré 25 candidats en vue de leur engagement sur ces enjeux, et reçu une quinzaine d'engagements partiels ou complets. Pour l'heure, les députés ont été élus, et en majorité des nouveaux, pour lesquels aucune réponse de leur part n'est parvenue au collectif. Le travail de plaidoyer se poursuit donc auprès d'eux. Les questions qui leur sont posées sont, bien entendu, aussi complexe qu'urgentes. Raison de plus pour repartir dès maintenant pour un travail d'information, de conviction et d'engagement. Il concerne en réalité tout le monde, tous les citoyens consommateurs, producteurs, engagés et en responsabilité, soucieux de notre avenir ! Bel été à tous !